

Rapport d'Activités **2014**



Etc Terra





RÉSUMÉ EXÉCUTIF	3
L'ASSOCIATION ETC TERRA	4
RÉALISATIONS 2014	5
REDD+/AFOLU	6
• PHCF : Programme Holistique de Conservation des Forêts	6
• RÉSERVE NATIONALE DE GILE	7
• MAHAVOTRA	8
• APROFIL	8
• ANALAKELY	9
• KEUR SAMBEL	9
DECHETS/ENERGIE	10
• AFRICOMPOST	10
• RE-SOURCES	11
• BIOGAZ MALI	11
GESTION INTEGREE DE LA RESSOURCES EN EAU	12
• ZAMBAZAMBA	12
• PAD NORD HAÏTI	13
ETC LAB'	14
• PERR-FH : Projet Eco-Regional REDD+ - Forêts Humides de Madagascar	14
RAPPORT FINANCIER	15
• Compte de résultat	16
• Bilan	16
PARTENAIRES	17
• Partenaires terrain	17
• Partenaires financiers	17
• Partenaires scientifiques	17
ÉQUIPE (au 31/12/2014)	18
• Bureau	18
• Administrateurs	18
• Équipe France	18
• Équipe Madagascar	18
• Équipe Mozambique	18



L'année 2014 a été une année de croissance soutenue pour Etc Terra. Outre la conclusion de nouveaux financements et partenariats, l'association possède désormais une deuxième présence permanente en Afrique, et plus exactement au Mozambique, installant Etc Terra comme un partenaire de long terme dans ce pays.

Sur le plan opérationnel, Etc Terra a vu son champ d'expertise conforté sur la thématique REDD+ - ou Réduction des Émissions liées à la Déforestation et la Dégradation des forêts - avec la poursuite du Programme Holistique de Conservation des Forêts (PHCF) à

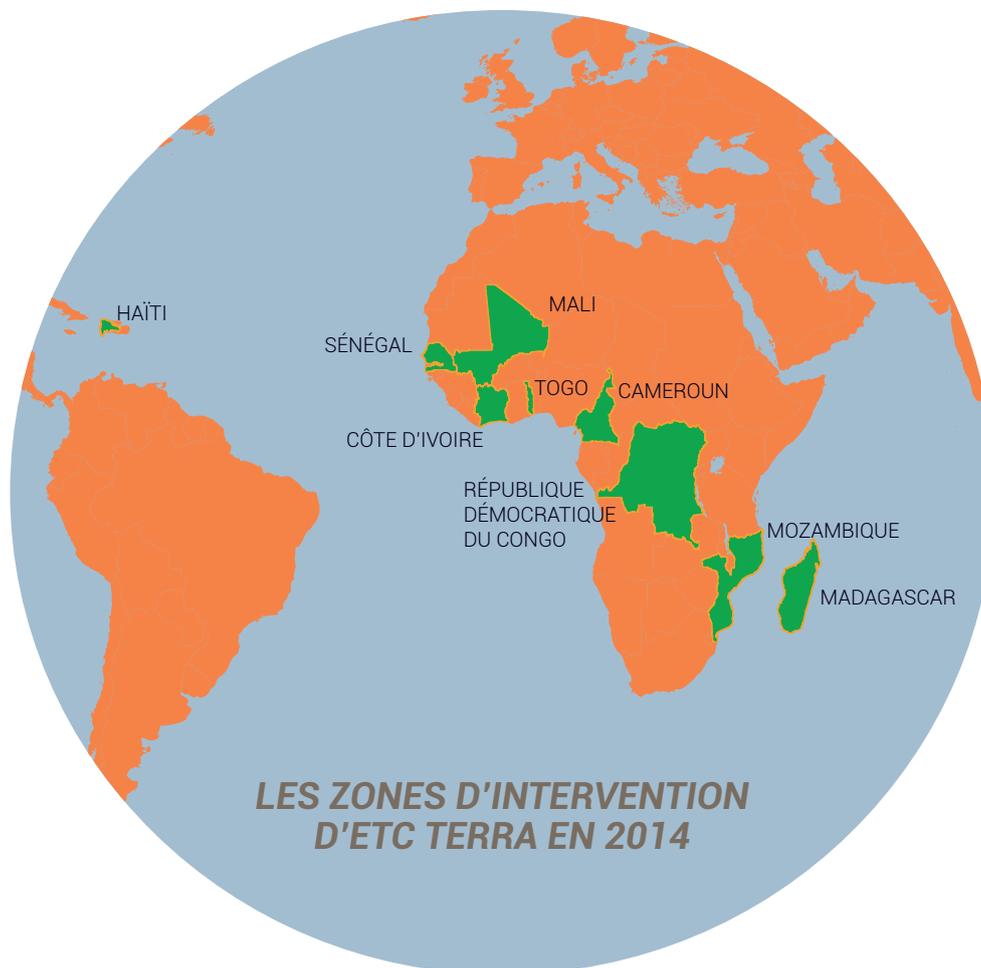
Madagascar, le démarrage du projet autour de la Réserve Nationale de Gilé (RNG) au Mozambique et du Projet Eco-Régional REDD+ - Forêts Humides de Madagascar (PERR-FH). Par ailleurs, l'association monte en puissance sur la thématique GIRE - ou Gestion Intégrée de la Ressource en Eau - avec le lancement du projet Zambazamba, mais aussi dans le domaine des bioénergies, et en particulier la technologie biogaz.

L'année 2014 a également été marquée par une réflexion de fond sur la stratégie de l'association. Ce travail, coréalisé par les équipes et le Conseil d'administration, a permis

de définir un cap et d'aboutir à une feuille de route à 3 ans.

Sur le plan financier, le budget d'Etc Terra en 2014 a atteint plus de 2 millions d'Euros et l'exercice se solde – tout comme en 2013 - par un résultat positif. Cet excédent budgétaire permet de consolider progressivement les fonds propres de l'association et poursuivre ainsi son développement dans les thématiques qui lui sont chères.

Matthieu Tiberghien
Directeur général



L'ASSOCIATION ETC TERRA

Par des projets de terrain, répliquables à grande échelle, Etc Terra souhaite démontrer qu'il est possible et bénéfique de concilier dynamisme économique et préservation du capital naturel dans les territoires ruraux des pays du Sud.

Etc Terra considère que cette approche économique et environnementale est une réponse efficace et pérenne à la fois aux enjeux de développement et de bien-être des populations de ces pays mais aussi aux problèmes globaux comme le changement climatique ou le déclin de la biodiversité. Etc Terra souhaite saisir l'opportunité de la dynamique REDD+ pour promouvoir cette approche car elle peut rassembler : agriculture et forêts, sécurité alimentaire et déforestation, finance carbone et financements traditionnels, secteurs public et privé, arbres et fertilité des sols, etc.

MODES D' ACTIONS

PARTICIPER À UNE DYNAMIQUE ÉCONOMIQUE DURABLE

Etc Terra développe des projets pilotes

sur tous les aspects complémentaires qui peuvent participer à l'émergence d'une économie rurale équilibrée et soucieuse de préserver l'environnement : une agriculture productive qui préserve la fertilité des sols, le maintien d'un couvert boisé, la biodiversité, et les ressources en eau, le traitement des déchets, l'accès à l'énergie, etc.

AVEC UNE APPROCHE COHÉRENTE À L'ÉCHELLE DE TERRITOIRES

Pour ce faire, Etc Terra privilégie des actions intégrées à l'échelle de territoires économiquement et écologiquement cohérents (bassin versant, massif forestier, région agricole) en suscitant des organisations nouvelles entre acteurs locaux. Etc Terra développe, avec ses partenaires, des compétences sur les outils de cartographie d'images satellite et d'information géographique.

EN PARTENARIAT

Etc Terra agit systématiquement en partenariat entre des acteurs du Nord et du Sud. Etc Terra mobilise également le secteur privé, productif ou financier, qui a

souvent un fort impact sur le dynamisme des territoires et qui doit faire partie des solutions de développement durable. Etc Terra souhaite s'associer avec toutes les expertises sectorielles engagées dans cette même dynamique.

DES FINANCEMENTS DIVERSIFIÉS ET INNOVANTS

Etc Terra s'investit dans les financements dits « innovants » (Paiements pour Services Environnementaux et finance carbone) qui peuvent compléter les financements de l'aide traditionnelle au développement.

UNE PRIORITÉ DONNÉE À LA MESURE DES IMPACTS DE NOS ACTIONS

Etc Terra estime que la redevabilité de ses actions est un élément essentiel de sa mission : les impacts de toutes les actions d'Etc Terra doivent être mesurés et les résultats communiqués de manière transparente (indicateurs qualitatifs et quantitatifs) et compréhensibles par tous (vidéo, reportages) et pour tous (financeurs, populations locales, grand public).



Initier des trajectoires de développement qui permettent de transformer concrètement les conditions de vie des populations tout en préservant et valorisant le capital naturel qui les entoure, tel est l'objectif poursuivi à travers chacun des projets de l'association.

Les réalisations 2014 – restructurées autour des axes thématiques REDD+/AFOLU, Déchets / Énergie, Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) et Etc Lab' - s'inscrivent dans la continuité des actions entreprises en 2013.

Intervenant dans 9 pays, dont 8 sur le continent africain, Etc Terra opère en partenariat avec des ONGs du Nord et du Sud, entreprises privées, instituts de recherche, autorités nationales, dont le rôle, l'expertise et le savoir-faire sont complémentaires à ceux de l'association.

Qu'elle soit maître d'œuvre principal ou partenaire technique, Etc Terra inscrit son action dans une démarche continue d'innovation : scientifique (mesure d'impacts sur les dimensions climat, biodiversité, ressources en eau, etc.), économique (modèles de pérennité financière, paiements pour services environnementaux) et sociale.

REDD+/AFOLU

Les acronymes REDD+ (Réduction des émissions liées à la déforestation et la dégradation des forêts, conservation, gestion durable des forêts et accroissement des stocks de carbone) et AFOLU (Agriculture, Forestry and Other Land Use - ou AFAT en français), regroupent en leur sein de nombreuses thématiques d'intervention au coeur de la stratégie d'Etc Terra. Surtout, ils symbolisent les interdépendances entre chacune d'entre elles et démontrent à quel point leur combinaison est essentielle pour répondre à l'enjeu de gestion durable des territoires ruraux des pays en développement et concilier ainsi préservation du capital naturel, sécurité alimentaire et développement économique durable. 6 projets de l'association sont aujourd'hui centrés autour de cette thématique.



Construction du local d'une Communauté de Base (COBA) - Madagascar

PHCF : PROGRAMME HOLISTIQUE DE CONSERVATION DES FORÊTS

Pays	MADAGASCAR
Description	Projet REDD+ : Réduction des Emissions issues de la Déforestation et de la Dégradation des forêts (REDD) et d'accroissement des stocks de carbone forestiers (+).
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> • 250 000 ha d'aires protégées et de transfert de gestion des ressources naturelles ; • 900 ha de reboisement / restauration entretenus et 300 ha supplémentaires reboisés ; • 1 350 ménages individuellement formés aux techniques agroécologiques ; • 600 ha de parcelles modèles aménagés sur les fronts de déforestation ; • 2 Documents de Projet (PDD) rédigés à l'échelle projet ou juridictionnelle en vue de la valorisation des crédits carbone.
Budget	4,5 M€ sur 2013 - 2017 (Phase II)
Financement	Air France, AFD, FFEM
Maître d'œuvre	Etc Terra
Partenariats	WWF (composante conservation), Agrisud International (composante agricole) CIRAD, Université d'Antananarivo (LRI, ESSA), IRD, Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie, de la Mer et des Forêts (MEEMF), Régions Anosy, Boeny, Diana et Sava, Communautés locales

Etc Terra est maître d'œuvre du projet, en charge de la gestion et coordination générale, et aussi plus spécifiquement de la composante comptabilité carbone.

RÉALISATIONS : Après une année 2013 de transition, l'année 2014 a été marquée par la relance du programme et l'intégration de l'association Agrisud dans l'équipe projet afin de mieux équilibrer et de professionnaliser notre approche entre conservation et développement. D'importants efforts ont ainsi été accomplis en terme de formation et de renforcement de capacité des communautés locales, que ce soit dans la gestion collective des terroirs villageois (agricoles et forestiers) ou dans l'accompagnement individualisé des producteurs agricoles engagés dans la conservation de la forêt.

PERSPECTIVES : L'année 2015 verra une forte montée en puissance du programme. En plus de la poursuite des activités déjà initiées en 2014, une approche innovante de gestion des jachères ligneuses sera déployée sur les deux sites d'intervention tandis qu'un document de projet (PDD) sera soumis à la validation des standards VCS (Verified Carbone Standard) et CCBA (Climate, Community and Biodiversity Alliance) pour le site de Beampingaratsy (région Anosy), ouvrant la porte à la valorisation des crédits carbone du PHCF.

RÉSERVE NATIONALE DE GILÉ

Pays	MOZAMBIQUE
Description	Projet REDD+ : Lutte contre la déforestation et la dégradation forestière dans la Réserve Nationale de Gilé au Mozambique
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> • Quantifier les stocks de carbone et la déforestation historique dans la Réserve et sa périphérie ; • Estimer la déforestation future et le potentiel d'abattement des émissions de gaz à effet de serre ; • Concevoir une stratégie REDD+ pour le projet et faire valider ce projet par un organisme certificateur reconnu internationalement ; • Appuyer 300 familles pour l'adoption de pratiques agro-écologiques sur près de 450 ha dont 60% dans le cadre de systèmes agro-forestiers avec des anacardiés ; • Concevoir 6 plans d'actions agro-environnementaux dans 6 communautés riveraines de la Réserve ; • Gérer la Réserve (patrouilles anti-braconnage, maintien des infrastructures, suivi de la biodiversité, prévention des feux).
Budget	2 M€
Financement	AFD / FFEM
Maître d'œuvre	Fondation Internationale pour la Gestion de la Faune
Partenariats	Etc Terra, Agrisud International

Etc Terra intervient sur ce projet en tant que chargé de la comptabilité carbone et de la définition d'une stratégie REDD+.

RÉALISATIONS : L'année 2014 a permis de réaliser l'inventaire forestier (48 placettes inventoriées) et de démarrer l'inventaire du carbone du sol. Par ailleurs, les travaux d'analyse de cartographie de la biomasse et d'occupation des sols ont été entamés et seront achevés en 2015. Concernant la stratégie REDD+ du projet, une étude de faisabilité autour de la filière noix de cajou a été effectuée et des partenariats sont en cours d'élaboration. L'objectif est d'apporter des ressources additionnelles aux populations vivant en périphérie de la Réserve et de limiter ainsi leur dépendance aux ressources (faune et flore) qui s'y trouvent.

PERSPECTIVES : Outre les inventaires de carbone du sol, les cartographies de la biomasse et d'occupation des sols qui seront achevés, l'année 2015 sera consacrée à la quantification et la spatialisation de la déforestation future de la Réserve Nationale de Gilé et de sa périphérie. Par ailleurs, la rédaction du Document de projet (PDD) pour validation au label VCS début 2016 sera initiée. Enfin, l'équipe projet continuera à appuyer les autorités nationales en charge de la REDD+, notamment dans le cadre de sa candidature au Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier (FCPF) de la Banque Mondiale.



Inventaire forestier dans la Réserve Nationale de Gilé - Mozambique

MAHAVOTRA

Pays	MADAGASCAR
Description	Agroécologie et foresterie paysannes à Madagascar - Projet-Pilote d'évaluation carbone du changement des pratiques agricoles
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> • 1 200 familles d'agriculteurs formées aux pratiques agroécologiques ; • 900 ha de terres fragiles aménagés ; • 500 000 arbres plantés ; • Evaluation de l'empreinte carbone du projet.
Budget	1 M€ sur 2011 - 2015
Financement	AFD, Groupe Star's Service, Région Aquitaine, Planet Action, SEAS-OI
Maître d'œuvre	Fondation GoodPlanet, avec l'appui d'Etc Terra
Partenariats	Agrisud International, AMADESE, LRI, IRD, IOGA

Etc Terra intervient sur ce projet en tant que coordinateur délégué, en charge par ailleurs du volet carbone.

RÉALISATIONS : Fin 2014, les objectifs des activités de formation, appui et aménagement sont atteints : 2 298 familles sont engagées dans le processus de formation en agroécologie, 1 752 exploitations ont été accompagnées dans la mise en œuvre de ces pratiques et 1 032 ha aménagés. Néanmoins, le suivi de terrain a montré un fort taux de mortalité des arbres plantés auquel il conviendra d'apporter des solutions. En parallèle, les travaux sur l'impact environnemental du projet se sont poursuivis avec notamment la finalisation de l'étude sur l'empreinte carbone des exploitations agricoles et une première évaluation du stockage de carbone lié aux plantations.

PERSPECTIVES : L'année 2015 sera l'année de finalisation du projet avec la dernière campagne d'aménagement et notamment le regarnissage des plans morts des campagnes précédentes. 2015 sera aussi l'occasion de finaliser l'ensemble des études en cours aussi bien sur l'analyse des bénéfices économiques pour les producteurs bénéficiaires que sur l'empreinte carbone du projet et notamment d'en connaître les résultats finaux en vue d'élaborer un programme de déploiement et renforcement à plus large échelle.



Aménagements vivriers en courbes de niveau sur la commune d'Analovory - Madagascar

APROFIL

Pays	RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO
Description	Agriculture durable et professionnalisation des filières agricoles dans le Mayombe - Province du Bas-Congo - Territoires de Lukula et Tshela
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> • 2 200 exploitations agricoles formées aux pratiques agroécologiques ; • Appui à la commercialisation ; • Relance et professionnalisation de la filière café ; • Mise en place d'un conseil de gestion des ressources naturelles.
Budget	2,3 M€ sur 2012 - 2016
Financement	Union Européenne
Maître d'œuvre	Agrisud International
Partenariats	CRAFOD, Etc Terra, ERAIFT, Café Africa International

Etc Terra intervient sur ce projet, dans le cadre du volet de mise en place d'un conseil de gestion environnementale.

RÉALISATIONS : Suite au pré-diagnostic réalisé en 2013 sur les pratiques agricoles et leurs impacts, 2014 a permis de réaliser quatre études ciblées. Celles-ci ont porté sur la dynamique de l'occupation du sol, le renouvellement de la biomasse, la fertilité des sols et un diagnostic plus approfondi sur les systèmes agraires. La synthèse de ces études a permis d'établir un zonage des territoires de Tshela et Lukula sur la base des activités socio-économiques, pressions et impacts sur les ressources naturelles comme base du diagnostic agro-environnemental.

PERSPECTIVES : 2015 sera l'occasion de finaliser le diagnostic agro-environnemental et d'élaborer un premier plan d'action associé. Celui-ci fera l'objet de concertation avec les autorités locales (Comités Villageois de Développement). Il devrait permettre d'aboutir à des propositions d'actions concrètes et aider la mise en place de plans d'aménagements villageois cohérents avec la préservation des ressources naturelles.

ANALAKELY

Pays	MADAGASCAR
Description	Micro-reboisements familiaux réalisés dans le cadre du développement de la production et de la commercialisation de haricots verts « bio-équitable » par les sociétés Lecofruit (Madagascar) et Pro Sain (France). Ce programme contribue à satisfaire la demande locale en bois et la demande grandissante en fruits et autres produits non ligneux de la population de la capitale Antananarivo.
Résultats attendus	A moyen terme : - 170 000 arbres plantés pour 2 000 producteurs de haricots verts bio-équitable ; - 16 €/mois de revenus complémentaires par producteur (salaire minimum de 35 €/mois à Madagascar) ; - Plus de 40 000 tCO ₂ séquestrées dans la biomasse.
Budget	20 000 € sur 2013 - 2014
Financement	Lecofruit, Pro Sain
Maître d'œuvre	Etc Terra
Partenariats	Lecofruit, Pépiniéristes impliqués dans le programme Mahavotra

Etc Terra est maître d'œuvre du projet et s'appuie sur l'équipe technique de Lecofruit pour intervenir auprès des producteurs bénéficiaires.

RÉALISATIONS : Suite au succès de la première campagne de reboisement 2013-2014, le programme Analakely a été reconduit et a bénéficié à 62 autres producteurs de haricots verts. L'année 2014 a donc été surtout consacrée au suivi des plantations de la première année et à la préparation de la seconde campagne : formations théoriques et pratiques sur les bénéfices de l'agroforesterie et les techniques de reboisement. Chacun des bénéficiaires a planté 50 arbres (35 arbres fruitiers et 15 arbres forestiers).

PERSPECTIVES : Pour la prochaine campagne de plantation, le dispositif actuel sera reconduit avant que ne soit envisagée la montée en puissance du programme qui ambitionne d'accompagner 2 000 paysans à moyen terme, en fonction des ventes de haricots verts en France et de l'alimentation du fonds bio-équitable correspondant.



Journée de reboisement dans la forêt de Keur Sambel - Sénégal



KEUR SAMBEL

Pays	SENEGAL
Description	Lutte contre la déforestation et développement rural dans la forêt de Keur Sambel au Sénégal
Résultats attendus	- Mise en place d'une convention locale pour la gestion participative de la forêt de Keur Sambel ; - Mise en place de 4 périmètres agroforestiers (1 par village) ; - Evaluation de l'empreinte environnementale des actions mises en œuvre.
Budget	11 000 € en 2014
Financement	RecycLivre
Maître d'œuvre	Etc Terra
Partenariats	Nebeday

Etc Terra est maître d'œuvre du projet et s'appuie sur l'équipe de Nebeday pour intervenir sur le terrain.

RÉALISATIONS : Le projet a débuté en 2014 par l'identification des pratiques et usages de la forêt par les populations locales. Un inventaire forestier participatif a été réalisé afin de mieux en connaître les ressources. Les 4 villages cibles (Keur Sambel, Santhie Bera, Diagle et Sandicoly) ont été sensibilisés aux enjeux de la gestion durable de la forêt ce qui a permis la création d'un comité villageois dans chacun d'entre eux. En parallèle, les populations ont été mobilisées lors de journées de reboisement et sont accompagnées à la mise en place de périmètres agroforestiers en vue de développer de nouvelles activités génératrices de revenus.

PERSPECTIVES : L'année 2015 s'orientera majoritairement sur les activités génératrices de revenus avec notamment la mise en place d'unités de production de biocharbon ainsi que le renforcement et la multiplication des périmètres agroforestiers. Les activités de transfert de gestion de la forêt aux comités villageois seront mises en suspens en raison d'un projet d'implantation d'une université qui menace plus de 50 % du territoire de la forêt de Keur Sambel pourtant classée.

DÉCHETS/ÉNERGIE

Les objectifs de ces projets sont d'améliorer et valoriser la gestion des déchets en zone urbaine et d'offrir un accès durable à l'énergie en zone rurale, tout en contribuant à la création de nouvelles activités économiques et à la lutte contre le changement climatique.

Par leurs bénéficiaires associés : production de compost, réduction des consommations de bois, etc. , ces secteurs d'activités sont également directement corrélés aux enjeux agricoles et forestiers évoqués dans la thématique AFOLU.

AFRICOMPOST

Pays	AFRIQUE (MULTI-PAYS)
Description	Valorisation des déchets organiques municipaux en compost, pour améliorer la gestion des déchets et développer l'agriculture locale péri-urbaine dans 5 villes d'Afrique.
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> • 5 unités de compostage opérationnelles et autonomes ; • 20 000 t de déchets traités par an ; • 100 000 tCO₂e d'émissions de méthane évitées sur 10 ans.
Budget	2,7 M€ sur 2011 - 2016
Financement	AFD, FFEM, Fondation GoodPlanet, Fonds Suez Environnement Initiatives, Union Européenne
Maître d'œuvre	Fondation GoodPlanet, avec l'appui d'Etc Terra et de Gevalor
Partenariats	Gevalor et opérateurs locaux de compostage : ENPRO (Togo), ERA Cameroun, Madacompost (Madagascar), Partenaires institutionnels : Commune de Dschang (Cameroun) ; ANASUR (Côte d'Ivoire)

Etc Terra intervient sur ce projet en tant que coordinateur délégué conjointement avec Gevalor.

RÉALISATIONS : L'année 2014 est une année de bilan pour les sites de Lomé et Mahajanga. A Lomé, les échanges avec la Commune ont été intensifiés notamment avec la réalisation d'une analyse coûts-bénéfices démontrant les impacts économiques d'une valorisation décentralisée de déchets. Les ventes se sont améliorées avec les maraichers périurbains. A Mahajanga, la vente d'autres produits de valorisation (éléments de construction à base de plastique, corne broyée,...) ainsi que la prestation de services ont permis une couverture des charges de Madacompost d'environ 80%, mais la vente de compost reste le principal challenge.

Concernant les actions initiées dans les autres pays en 2013, certaines se concrétisent et d'autres ont dû être abandonnées. Au Cameroun, un cofinancement de l'Union Européenne pour le projet de Dschang ouvre une nouvelle phase de déploiement du compostage de 4 années à partir de décembre 2014. En Côte d'Ivoire, le pilote réalisé à Bouaké a été concluant pour lancer une phase de développement du compostage. A Madagascar, Gevalor et Madacompost vont réaliser un pilote à Antananarivo en partenariat avec le SAMVA (délégué de gestion des déchets de la ville). Les sites de Parakou (Bénin), Nosy-Bé (Madagascar) et Dar-es-Salam (Tanzanie) n'ont finalement pas été intégrés dans le projet Africompost du fait de critères de faisabilité non atteints.



Épandage de compost - Togo

PERSPECTIVES : Les principaux enjeux de 2015 seront de :

- 1) Poursuivre les efforts pour pérenniser les activités des sites de Lomé et Mahajanga, en particulier au niveau des ventes de compost mais aussi de la prise en charge d'une partie du coût de traitement des déchets par les municipalités,
- 2) Réaliser les infrastructures à Dschang, obtenir la certification carbone, développer les ventes, et définir un schéma directeur de gestion des déchets à l'horizon 2020.
- 3) Réaliser les infrastructures à Bouaké et former une nouvelle équipe avec l'objectif de la création future d'un opérateur local de compostage.
- 4) Réaliser le pilote à Antananarivo ainsi qu'une analyse coûts-bénéfices de la filière déchets de la ville.



Plateforme de compostage de Ngui à Dschang - Cameroun

RE-SOURCES

Pays	MULTI-PAYS : FRANCE, BURKINA FASO, CAMEROUN, TOGO, BÉNIN, HAÏTI, ILE MAURICE
Description	Plateforme pour la promotion de la valorisation des déchets en Afrique et dans les Caraïbes
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> • Création d'un centre de coordination et d'un site internet ; • Création de groupes de travail thématiques ; • Rédaction de 10 manuels de capitalisation, de notes grand public et de notes politiques ; • Réalisation de 10 modules de formation.
Budget	2,6 M€ sur 2013 - 2017
Financement	Union Européenne, AFD/FFEM au travers du programme Africompost
Maître d'œuvre	Gevalor (Chef de file)
Partenariats	Etc Terra, Cefrepade, LVIA (Burkina Faso), ERA Cameroun, ENPRO (Togo), GTVD (Togo), Planète Contact (Bénin), Université de Maurice (île Maurice), Université Privée de Quisqueya (Haïti)

Etc Terra, membre fondateur de la plateforme, participe au comité de pilotage du projet, anime le plan de communication et participe notamment aux groupes de travail thématiques : méthanisation, combustibles, compostage, commercialisation et financement.

RÉALISATIONS : 2014 a permis de consolider le calendrier des publications et d'élaborer les premières fiches thématiques (disponibles sur le site <http://www.plateforme-re-sources.org/>). Trois ateliers ont eu lieu, à Yaoundé (Cameroun), Ouagadougou (Burkina Faso) et Lyon. Ce dernier a permis de mieux faire connaître la plateforme aux acteurs français du secteur des déchets (Ademe, Amorce, Fonds Suez Environnement, Grand-Lyon, etc.)

PERSPECTIVES : Après la finalisation des fiches de synthèse prévue pour mi 2015, le travail de capitalisation va se poursuivre avec l'écriture de 10 manuels de bonnes pratiques. En parallèle, le Centre ReSources va élaborer des premières notes de plaidoyer à l'attention des décideurs. Deux ateliers d'échanges sont prévus, à Porto Novo (Bénin) et à Thiès (Sénégal), et seront ouverts aux nouveaux membres de la plateforme.

BIOGAZ MALI

Pays	MALI
Description	Diffusion de réservoirs à biogaz familiaux au Sud du Mali
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> • 108 familles équipées d'un réservoir à biogaz ; • Enregistrement du projet auprès du Gold Standard (label de compensation carbone volontaire).
Budget	0,5 M€ sur 2012 - 2014
Financement	AFD, Fondation GoodPlanet
Maître d'œuvre	Fondation GoodPlanet, avec l'appui d'Etc Terra
Partenariats	Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (AVSF), Initiatives Conseils Développement (ICD-Mali), SKG Sangha

Etc Terra intervient sur ce projet en tant que coordinateur délégué, en charge par ailleurs du volet carbone.

RÉALISATIONS : Grâce à l'amélioration du contexte local, 2014 a permis de lancer la phase de démultiplication des biodigesteurs. Ainsi 67 nouvelles unités ont été construites et 15 maçons maliens formés en vue d'être totalement autonomes. L'objectif de 80 unités n'a pu être atteint notamment en raison de l'arrivée de la saison des pluies. Par ailleurs, les biodigesteurs n'ont pu être mis en service en raison des retards d'importation des terminaux de cuisson depuis l'Inde faute d'avoir pu identifier des équipements satisfaisants au niveau local. En parallèle, les échanges se sont poursuivis avec le Gold Standard en vue de la certification du projet.

PERSPECTIVES : L'enjeu du premier semestre 2015 sera la construction des 35 biodigesteurs supplémentaires et la mise en service de l'ensemble des installations. Ainsi, un important travail de retour d'expérience et de capitalisation pourra être réalisé auprès des familles bénéficiaires et les réductions de consommations de bois seront effectivement évaluées. Les enjeux de 2015 seront également l'enregistrement du PDD au Gold Standard et la clôture à travers un atelier national sur les bioénergies.



Installation et mise en service d'un biodigesteur dans le Cercle de Bougouni - Mali

GESTION INTEGRÉE DE LA RESSOURCE EN EAU

Nouvelle thématique d'intervention pour Etc Terra, la Gestion Intégrée de la Ressource en Eau (GIRE) est essentielle pour répondre aux besoins en adduction d'eau des populations ainsi qu'aux activités agricoles. Soumise à des aléas de plus en plus palpables au regard des changements climatiques, la ressource en eau revêt donc un enjeu crucial.

Concrètement, la GIRE consiste à mettre en place des dispositifs qui favorisent l'amélioration de la qualité et de la quantité d'eau disponible en aménageant les bassins versants par une combinaison d'actions parmi lesquelles : mise en place de courbes de niveaux, aménagements agricoles, reboisements, etc.



Visite du déversoir à Nasandratory pour la mesure des débits - Madagascar

ZAMBAZAMBA

Pays	MADAGASCAR
Description	Projet pilote de Gestion Intégrée de la Ressource en Eau
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> • 50 familles d'agriculteurs formées aux pratiques agro-sylvo-écologiques économes en eau ; • 114 ha de bassin versant à aménager : plantations agroforestières, cultures vivrières sur courbes de niveau, etc. ; • Mesure d'impact du projet sur la ressource en eau.
Budget	58 K€ sur 2014 - 2016
Financement	Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée-Corse, Métropole de Lyon, Ambassade de France à Madagascar, FAO
Maître d'œuvre	Etc Terra
Partenariats	Agrisud International, Métropole de Lyon, Région Haute Matsiatra, Commune de Nasandratory

Etc Terra intervient sur ce projet en tant que coordinateur principal, également en charge de la mesure d'impact du projet sur la ressource en eau.

RÉALISATIONS : Au terme de la première année de mise en œuvre, 20 ha ont été aménagés conformément au plan d'aménagement élaboré pour le bassin versant tout entier. 57 producteurs ont par ailleurs été formés aux techniques agro-sylvo-écologiques leur permettant d'accroître leurs revenus tout en économisant l'eau : fabrication et utilisation de compost, tracé et aménagement de courbes de niveau sur pentes, systèmes de riziculture améliorés dans les bas-fonds, etc. En terme de mesure d'impact, des mesures de pluviosité et de débits (à la source comme à l'exutoire) ont été régulièrement réalisées.

PERSPECTIVES : La priorité sera la poursuite et la mise en cohérence des aménagements à réaliser en amont et dans le proche aval du captage. En ajoutant les hauts de pente propices au reboisement d'espèces forestières, ce sont 40 ha de parcelles supplémentaires qui seront ainsi aménagés. Les mesures de pluviosité et de débits seront par ailleurs poursuivies pour disposer de données sur un cycle hydrologique complet. Enfin, le niveau de référence socio-économique des bénéficiaires sera établi afin de pouvoir juger de son évolution dans le temps.

PAD NORD HAITI

Pays	HAÏTI
Description	Aménagement durable du bassin versant de Limbé et mesure de l'impact environnemental des activités agricoles – Nord-Haïti
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement et amélioration des systèmes de production de 600 familles de producteurs grâce à des pratiques agricoles performantes respectueuses de l'environnement ; • Elaboration de 4 plans d'aménagement prioritaires du bassin versant mis en œuvre à travers 16 unités d'aménagements locaux ; • Sécurisation de 400 ha d'espaces agricoles au profit des familles permettant de limiter les émissions de gaz à effet de serre (GES) et séquestrer du carbone ; • Evaluation de l'empreinte environnementale du projet et du potentiel d'atténuation du changement climatique à court et moyen terme.
Budget	1,25 M€ sur 2013 - 2016
Financement	AFD
Maître d'œuvre	Agrisud International
Partenariats	Etc Terra, GRADIMIRH, Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire de l'Université d'Etat d'Haïti, IRD

Etc Terra intervient sur ce projet en tant qu'expert évaluation de l'empreinte environnementale.

RÉALISATIONS : L'année 2014 a été particulièrement riche, marquée par le lancement du dispositif de mesures environnementales, la formation à un outil de calcul d'empreinte GES (Ex-Act) à travers une mission d'appui de l'IRD et enfin la réalisation d'une importante étude sur l'empreinte carbone des exploitations agricoles en partenariat avec l'Université d'Haïti et l'IRD. Cette dernière a impliqué l'adaptation de méthodologies développées par ailleurs (projet Mahavotra) au contexte haïtien. Elle a été complétée par une étude sur la croissance des arbres dont le protocole a été testé et validé également à Madagascar.

PERSPECTIVES : 2015 sera consacrée à la poursuite de la collecte des données environnementales, notamment des indicateurs sur l'eau (pluviosité, débit). Une étude sera également menée sur l'effet des pratiques agricoles sur la fertilité du sol avec le partenaire universitaire. Enfin, le système d'information Géographique (SIG) du projet sera consolidé afin de proposer un outil efficace de suivi et de capitalisation du projet.



Mise en place de dispositifs d'étude d'empreinte environnementale sur le bassin versant de Limbé - Haïti

ETC LAB'

Dans le cadre du développement de ses activités et de la valorisation de son expertise technique et scientifique, l'association Etc Terra a décidé de créer Etc Lab' afin de :

- Quantifier et suivre les effets des activités humaines sur les services écosystémiques à partir de méthodes fiables, précises, efficaces et reproductibles.
- Fournir des informations pertinentes sur les impacts attendus des projets à court et moyen terme afin d'alimenter leur stratégie de mise en œuvre.

Les travaux menés par Etc Lab' portent sur plusieurs enjeux directement liés aux thématiques des projets de l'association :

- Suivi et modélisation de la déforestation, de la dégradation des forêts et des émissions de GES associées (REDD+)
- Quantification et spatialisation des propriétés des sols et des dynamiques d'occupation du sol (AFOLU)
- Evaluation et simulation du stockage de carbone et des réductions d'émissions de GES (REDD+/AFOLU)
- Evaluation et simulation des dynamiques de la ressource en eau à l'échelle de bassins versants (GIRE)
- Cartographie et suivi de la biodiversité dans les milieux naturels et cultivés

L'approche d'Etc Lab' s'organise selon trois axes de travail :

- Cartographie des ressources naturelles et activités humaines
- Quantification des effets environnementaux et sociaux
- Évaluation des impacts de scénario d'aménagement du territoire

Pour cela l'équipe utilise et développe des outils innovants de collecte et traitement de l'information.

Etc Lab' regroupe en son sein des experts aux profils variés (foresterie, pédologie, hydrologie, géomatique, télédétection) et travaille en collaboration avec des institutions de recherche internationales, universités locales et des bureaux d'études spécialisés.

PERR-FH : Projet Eco-Regional REDD+ - Forêts Humides de Madagascar

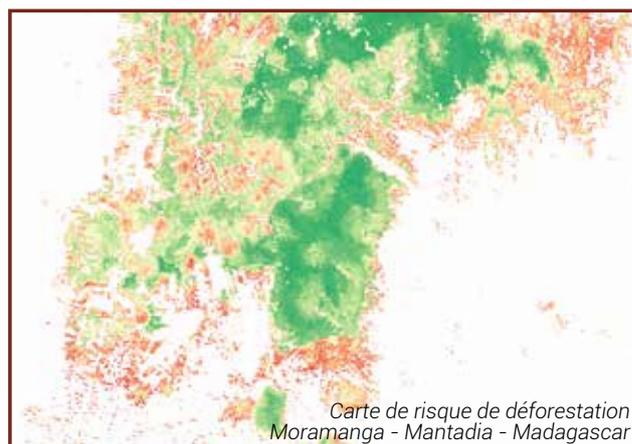
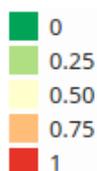
Pays	MADAGASCAR
Description	Projet Eco-Régional REDD+ : préparation de Madagascar à la mise en œuvre d'un programme REDD+ sous-national (écorégion des forêts humides – 4,3 M Ha)
Résultats attendus	- Elaboration du niveau d'émission de référence selon les cadres méthodologiques VCS et FCPF (Forest Carbon Partnership Facility) ; - Définition de l'état de référence environnemental et socio-économique ; - Développement des systèmes de suivi du carbone, des facteurs de déforestation et des impacts environnementaux et socio-économiques.
Budget	1M€
Financement	Banque Mondiale
Maître d'œuvre	Consortium composé d'Etc Terra, Wildlife Conservation Society (WCS), Office National pour l'Environnement (ONE), Madagascar National Parks (MNP)
Partenariats	Ministère de l'Environnement, de l'Ecologie, de la Mer et des Forêts de Madagascar (MEEMF)

Etc Terra intervient sur ce projet en tant que membre du consortium et a plus spécialement mené les travaux : cartographie de la biomasse, historique et modélisation de la déforestation.

RÉALISATIONS : Compte tenu de son ampleur, ce projet a fortement mobilisé une grande partie de l'équipe en 2014. L'élaboration du NER (Niveau d'émission de référence) a ainsi nécessité la conduite d'une lourde campagne d'inventaires de terrain (plus de 550 placettes au total dans des forêts très difficiles d'accès), l'analyse historique de la déforestation (finalement étendue à tout le pays) et la modélisation de la déforestation sur toutes les forêts humides. Les compétences d'Etc Terra ont ainsi pu être mises à profit à plus large échelle pour contribuer à développer un programme REDD+ de grande ampleur à Madagascar.

PERSPECTIVES : Valoriser le travail réalisé en l'intégrant à la Note d'Idée de Programme de Réduction d'Émissions (ER-PIN) qui sera soumise par le gouvernement de Madagascar au Fonds de Partenariat pour le Carbone Forestier (FCPF) géré par la Banque Mondiale. L'équipe du PHCF s'appuiera également sur ses travaux pour développer son Document de Projet (PDD) pour le site de Beampingaratsy.

Risque de déforestation



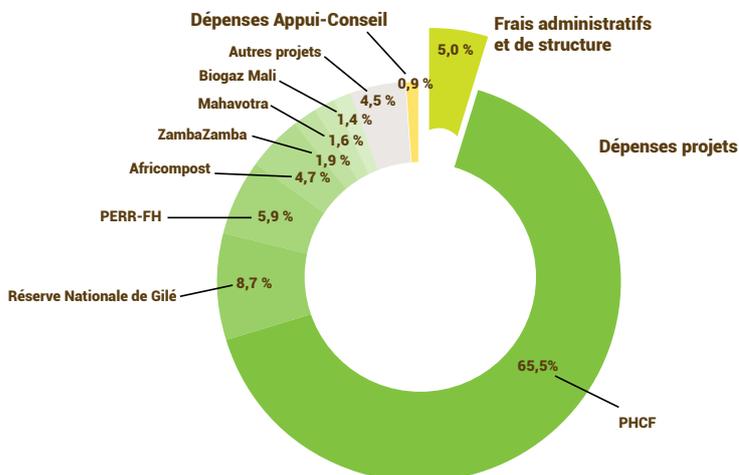
Carte de risque de déforestation
Moramanga - Mantadia - Madagascar

RAPPORT FINANCIER

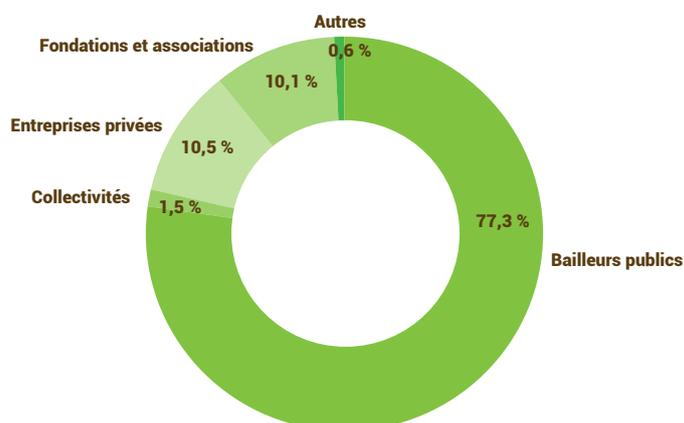
Ce rapport financier présente la situation de Etc Terra au 31/12/2014. En conformité avec la législation, les comptes 2014 de Etc Terra ont été audités et certifiés par un commissaire aux comptes.

Le budget total de l'association pour l'année 2014 atteint 2 008 002 euros et comme en 2013, l'exercice se solde par un résultat positif (+ 15 641 euros). Le volume d'activité a été multiplié par 2 par rapport à l'exercice précédent.

RÉPARTITION DES CHARGES (hors EAR*)



ORIGINE DES FONDS (dont EAR*)



94 % des dépenses sont consacrées aux actions de terrain. Elles comprennent les réalisations dans les pays d'intervention mais également des coûts de supervision et de coordination depuis le siège. Les frais administratifs et de structure restent faibles avec seulement 5 % des dépenses. Le plus important pays d'intervention reste Madagascar, il représente 75 % des charges affectées.

Concernant l'origine des fonds, la diversification des sources de financements a bien été amorcée avec de nouveaux bailleurs publics comme la Banque Mondiale (projet PERR-FH), et les premiers financements de collectivités territoriales grâce au partenariat avec le Grand Lyon (projet ZambaZamba). Par ailleurs, la part de financements issus d'entreprises privées est en nette augmentation atteignant plus de 10 % des fonds contre moins de 2 % en 2013.

* Engagements à réaliser



COMPTE DE RÉSULTAT

	au 31/12/2014	au 31/12/2013
Produits d'exploitation	2 006 066	897 086
Production vendue et Biens et Services	30 083	12 040
Subventions d'exploitation	1 966 506	873 779
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	7 933	5 730
Collectes	0	4 250
Cotisations	1 510	1 210
Autres produits	33	76
Produits financiers	1 937	14
TOTAL DES PRODUITS	2 008 002	897 100
Charges d'exploitation	1 536 680	735 338
Autres achats et charges externes	275 794	132 417
Impôts, taxes et versements assimilés	5 401	9 636
Salaires et traitements	247 983	161 885
Charges sociales	111 491	77 714
Dotations aux amortissements et aux provisions	4 921	616
Subventions accordées par l'association	890 927	353 060
Autres charges	163	10
Charges financières	1 678	606
TOTAL DES CHARGES	1 538 357	735 944
SOLDE INTERMÉDIAIRE	469 645	161 157
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	140 445	151 982
Engagements à réaliser sur ressources affectées	594 450	301 244
EXCÉDENT	15 641	11 895

BILAN

BILAN ACTIF		au 31/12/2014	au 31/12/2013
	Brut	Amortissements et Provisions	
Actif immobilisé	34 294	5 537	2 615
Immobilisations corporelles	32 321	5 537	2 615
Immobilisation financières	1 973	1 973	
Actif circulant	1 293 375	0	839 220
Créances	425 659		516 033
Disponibilités	867 716		323 187
TOTAL GÉNÉRAL	1 327 668	5 537	841 835
BILAN PASSIF		au 31/12/2014	au 31/12/2013
Fonds associatifs	32 041	32 041	16 400
Fonds propres	16 400	16 400	4 506
Résultat de l'exercice	15 641	15 641	11 895
Provisions et fonds dédiés	1 207 024	1 207 024	753 019
Dettes	83 066	83 066	72 415
Après d'établissements de crédits	0	0	6
Dettes financières diverses	550	550	550
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	16 806	16 806	4 110
Dettes fiscales et sociales	65 710	65 710	48 186
Autres dettes	0	0	19 002
Produits constatés d'avance	0	0	560
TOTAL GÉNÉRAL	1 327 668	1 327 668	841 835

PARTENAIRES TERRAIN

- Agrisud International (APROFIL, Mahavotra, PAD Nord Haïti, PHCF, Réserve Nationale de Gilé, Zamba Zamba)
- Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (Biogaz Mali)
- A.MA.D.E.S.E. (Mahavotra)
- ANASUR (Africompost)
- Cefrepade (Re-sources)
- ENPRO (Africompost)
- ERA Cameroun (Africompost)
- Gevalor (Africompost, Madacompost, Re-Sources)
- Initiatives Conseil Développement (Biogaz Mali)
- Madacompost (Africompost)
- Nebeday (Keur Sambel)
- SKG Sangha (Biogaz Mali)
- WWF (PHCF)

PARTENAIRES FINANCIERS

- AFD/FFEM (PHCF)
- Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse (ZambaZamba)
- Agrisud International (APROFIL, PAD Nord Haïti)
- Astrium – Planet Action (Mahavotra)
- Banque Mondiale (PERR-FH)
- Fondation GoodPlanet (Africompost, Biogaz Mali, Mahavotra)
- Gevalor (Re-Sources)
- IGF (Réserve Nationale de Gilé)
- Lecofruit (Analakely)
- Métropole de Lyon (ZambaZamba)
- Pro Sain (Analakely)
- RecycLivre (Keur Sambel)
- SEAS-OI (Mahavotra)

PARTENAIRES SCIENTIFIQUES

- CIRAD (PHCF)
- ERAIFT (APROFIL)
- Faculté d'Agronomie et de Médecine Vétérinaire de l'Université d'Etat Haïtien (PAD Nord Haïti)
- IRD (Mahavotra, PAD Nord-Haïti, PHCF)
- Université d'Haïti (PAD Nord)
- Université d'Antananarivo (Mahavotra, PHCF) :
 - Institut et Observatoire de Géophysique d'Antananarivo (Mahavotra)
 - Laboratoire des Radiosotopes (Mahavotra, PHCF)
 - Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques (Mahavotra, PHCF)

BUREAU

Président Denis Loyer	Ingénieur agronome et halieute, ancien conseiller climat de la direction générale de l'AFD et enseignant à l'école de sciences politiques de Paris (Sciences Po)
Trésorier Olivier Langrand	Titulaire d'un Master de Sciences du Département de zoologie et d'entomologie de l'Université de Natal (Pietermaritzburg - Afrique du Sud), directeur exécutif du CEPF (Critical Ecosystem Partnership Fund)
Secrétaire Olivier Bouyer	Ingénieur en agronomie tropicale de l'Ecole Nationale Supérieure d'Agronomie de Montpellier, directeur du bureau d'études Salvaterra.

ADMINISTRATEURS

Fondation GoodPlanet : Personne morale. Fondation reconnue d'utilité publique, présidée par Yann Arthus-Bertrand, dont la mission est de sensibiliser et éduquer le public à la protection de l'environnement.

Romuald Vaudry : Salarié.

Harison Randriarimanana : Ingénieur de l'Ecole Nationale de Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg (ENGEES), Ministre à Madagascar de 2004 à 2009, conseiller spécialiste en développement rural durable au sein du Plan d'Action pour le Développement Rural (PADR).

Fred Boltz : Titulaire d'un doctorat en Economie des Ressources Naturelles de l'Université de Floride. Directeur Général de la Fondation Rockefeller sur les enjeux liés aux écosystèmes.

Nicole Bleyleben : Titulaire d'un doctorat de la London School of Economics, consultante.

Pierre Caussade : Ancien élève de l'École Polytechnique et ingénieur de l'École Nationale de l'Aviation Civile, Ancien directeur Environnement et Développement durable d'Air France et actuel chargé de mission au Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie.

EQUIPE FRANCE

Matthieu Tiberghien, directeur général, titulaire d'une Maîtrise de Gestion de l'Université Paris-Dauphine et d'un Master en Development Studies de la London School of Economics.

Virginie Rogez, responsable administrative et financière, chargée de projets, ingénieur agronome de l'Institut National d'Agronomie de Paris-Grignon.

Clovis Grinand, chargé de projets R&D (PHCF2, Mahavotra, APROFIL, PAD Nord Haïti), titulaire du mastère Systèmes d'Informations Localisées pour l'Aménagement des Territoires, Agro Paris Tech, Engref et SupAgro Montpellier.

Mathieu Gobin, chargé de projets, ingénieur généraliste diplômée de l'Institut Catholique des Arts et Métiers (ICAM) de Lille.



EQUIPE MADAGASCAR

Romuald Vaudry, Représentant pays, chargé de projets, forestier titulaire d'un Master de Développement et d'Aménagement Intégré des Territoires de la chaire UNESCO de développement durable.

Haingo Harinantenaina, responsable administrative et financière, titulaire d'un Diplôme Supérieur en Sciences Comptables (DSSC) de l'Institut National en Sciences Comptables et Administration d'Entreprise (INSCAE) à Madagascar.

Fety Rakotomalala, chargé d'études SIG et Télédétection, titulaire d'un DEA en Physique (Option Géophysique), de l'Institut et Observatoire de Géophysique d'Antananarivo (IOGA) de l'Université d'Antananarivo.

Zafyson Randrianasolo, chargé de projets forêts, titulaire d'un DEA en Foresterie, Développement et Environnement, et Ingénieur des sciences agronomiques, spécialisation Eaux et Forêts, de l'Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques de l'Université d'Antananarivo.

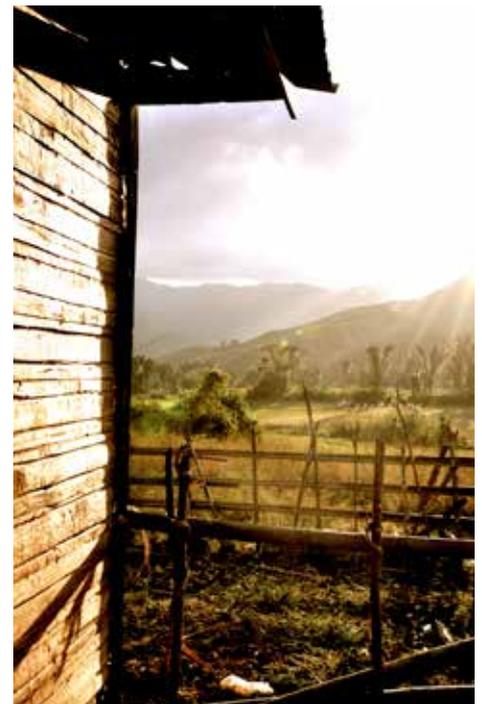
Sedera Andriamaintsoa, chargé de projets, Titulaire d'un Master 2 en Sciences et Gestion de l'Environnement de l'Université de Liège (Belgique) et Ingénieur des sciences agronomiques, spécialisation Eaux et Forêts de l'Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques de l'Université d'Antananarivo (Madagascar).

Telina Randrianary, Chargé de projets REDD+, Titulaire d'un Diplôme d'Etude Approfondie en Géophysique, Telina s'est spécialisé dans le domaine de l'Environnement et de la Télédétection au sein de l'Institut et Observatoire Géophysique d'Antananarivo (IOGA).

EQUIPE MOZAMBIQUE

Corentin Mercier, Représentant pays, Diplômé de l'Ecole Normale Supérieure en biologie et en économie et ancien conseiller du Ministre de l'Agriculture pour la forêt, la ruralité et l'aménagement du territoire.

Bento Uachisso, Chargé de projets, Ingénieur forestier, diplômé de l'Université de Lurio au Mozambique.





Etc Terra



Association Etc Terra

127, rue d'Avron - 75020 Paris - France

Tél. : +33 (0)9 83 22 76 22

Email : contact@etcterra.org

www.etcterra.org